RCS : CAEN
Code greffe : 1402

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CAEN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 01665
Numéro SIREN : 880 018 940
Nom ou dénomination : ABD Pokebowl Caen

Ce dépôt a été enregistré le 20/12/2019 sous le numéro de dépôt 16369

# Greffe du tribunal de commerce de CAEN

## Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/16369

Type d'acte : Procès-verbal d'assemblée
Nomination de président
Nomination de directeur général

Déposant :

Nom/dénomination : ABD Pokebowl Caen

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 880 018 940

N° gestion : 2019 B 01665

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

**ABD POKEBOWL CAEN**

Société Par Actions Simplifiée au capital de 10 000.00 €

Siège social : 9 rue Ecuyère

14000 CAEN

**RCS CAEN**

---

**NOMINATION DES PREMIERS DIRIGEANTS**

L'an deux mil dix-neuf,

et le seize décembre,

**LA SOUSSIGNEE :**

- SARL BouillonDallemagne,
  représentée par son représentant légal, Monsieur Thibaud BOUILLON,

agissant en qualité d'unique associée de la société, a décidé, à l'issue de la signature des statuts, de désigner le premier président conformément aux dispositions de l'article 14 des statuts de ladite société.

A cet effet, il a arrêté ce qui suit :

**I - NOMINATION DU PREMIER PRESIDENT**

Le premier président de la société, nommé sans limitation de durée, est :

- Monsieur Thibaud BOUILLON,
  né le 17 mars 1988 à CAEN (Calvados), de nationalité Française,
  demeurant à CAEN (Calvados) 2 Passage Chanoine Cousin,

qui déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

## II - NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL

Le premier directeur général de la société, nommé sans limitation de durée, est :

- Monsieur François DALLEMAGNE
  né le 15/12/1992 à Auneau (Eure-et-Loir), de nationalité Française,
  demeurant à BORDEAUX 33000, 19 rue de la Course

qui déclare accepter ce mandat et affirme qu'il n'existe aucune incapacité, incompatibilité ou interdiction susceptible de lui interdire d'exercer cette fonction.

## III - POUVOIRS DES DIRIGEANTS

Les dirigeants exerceront leurs fonctions dans le cadre des dispositions légales et réglementaires et dans les conditions prévues au Titre IV des statuts.

En autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

**L'associée unique,**
**SARL BouillonDallemagne**

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

Pour copie certifiée conforme délivrée le 01/02/2020

# Greffe du tribunal de commerce de CAEN

## Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/16369

Type d'acte : Attestation de dépôt des fonds

Déposant :

Nom/dénomination : ABD Pokebowl Caen

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 880 018 940

N° gestion : 2019 B 01665

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:01
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

CIC Nord Ouest

**CIC HEROUVILLE ST CLAIR**
CTRE CIAL SAINT CLAIR QUARTIER DU VAL 14200 HEROUVILLE ST CLAIR
☎ 02 31 71 56 50 FAX 02 31 06 63 39 ✉ 16085@cic.fr BIC : CMCIFRPP

## Création de Société par Actions Simplifiée

## ATTESTATION DE BLOCAGE DU CAPITAL SOCIAL

La banque ci-après :
BANQUE CIC NORD OUEST CIC HEROUVILLE ST CLAIR, CTRE CIAL SAINT CLAIR QUARTIER DU VAL 14200 HEROUVILLE ST CLAIR déclare et atteste avoir reçu en dépôt la somme de 10 000 €.

Mr BOUILLON Thibaud, représentant de la société ABD Pokebowl Caen S.A.S., Société par Actions Simplifiée actuellement en voie de formation dont le siège social se situe 9 RUE ECUYERE 14000 CAEN, déclare que cette somme représente le montant immédiatement libérable de la partie du capital social correspondant aux apports en numéraire de la Société par Actions Simplifiée en formation, ainsi qu'il a été versé par l'ensemble des actionnaires.

| Liste des actionnaires | Nombre d'actions | Somme versée |
|---|---|---|
| SARL BOUILLON DALLEMAGNE | 1000 | 10 000 € |

En conséquence, conformément aux dispositions législatives en vigueur, la somme ci-dessus demeurera bloquée en compte spécial :

30027 16085 00020519701 01

jusqu'à production du certificat d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de la société actuellement en voie de formation. Sans production de ce certificat dans le délai de six mois à compter du dépôt de fonds, la somme susvisée pourra être débloquée :
- soit entre les mains du mandataire désigné par l'ensemble des souscripteurs,
- soit entre les mains du mandataire désigné par décision de justice passée en force de chose jugée.

La présente attestation est établie en triple exemplaire pour faire valoir ce que de droit.

Le 12 décembre 2019

Le déposant
("lu et approuvé" + signature)

Mr HUET Yohann
Chargé d'affaires
02317156 50

JST14



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:01
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

# Greffe du tribunal de commerce de CAEN

## Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/16369

Type d'acte : Liste des souscripteurs

Déposant :

Nom/dénomination : ABD Pokebowl Caen

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 880 018 940

N° gestion : 2019 B 01665

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

# ABD POKEBOWL CAEN

Société Par Actions Simplifiée au capital de 10 000.00 €

Siège social : 9 rue Ecuyère

14000 CAEN

**RCS CAEN**

---

## LISTE DES SOUSCRIPTEURS ET ETAT DES VERSEMENTS

Capital : 10 000 euros

| Nom, prénom et domicile des souscripteurs | Nombre d'actions souscrites | Montant des souscriptions | Versements effectués |
|---|---|---|---|
| BouillonDallemagne<br>6 rue Buquet<br>CAEN (Calvados) | 1 000 | 10 000€ | 10 000€ |
| Nombre d'actions souscrites en numéraire<br>Montant des souscriptions<br>Montant des versements effectués | 1 000 | 10 000€ | 10 000€ |

La présente liste constatant la souscription de 1 000 actions de la société, soit la somme totale de 10 000 euros ainsi que le versement de la totalité du montant nominal desdites actions, soit 10 000 euros, est certifiée exacte et sincère par Monsieur Thibaud BOUILLON, fondateur.

Fait à CAEN

L'an deux mille dix-neuf

Et le seize décembre

SARL BOUILLON DALLEMAGNE

Représentée par M.Thibaud BOUILLON

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

**DECLARATION SUR L'HONNEUR**

**DE NON-CONDAMNATION ET DE FILIATION**

Souscrite en application de l'article A. 123-51 du Code de commerce

Je soussigné M.Thibaud BOUILLON, né le 17 mars 1988 à CAEN (Calvados).

De nationalité : Française

Demeurant : 2 Passage Chanoine Cousin, 14000 CAEN (Calvados).

Fils de :

- Nom du père : Monsieur Benoît LIOT

Et

- Nom de la mère : Madame Jocelyne BOUILLON

Déclare n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale, ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, administrer ou diriger une personne morale ou l'exercice d'une activité commerciale.

Fait à CAEN
Le 16 décembre 2019

M.Thibaud BOUILLON

***Rappel de l'article L.123-5 du Code de commerce :***

«Le fait de donner, de mauvaise foi, des indications inexactes ou incomplètes en vue d'une immatriculation, d'une radiation ou d'une mention complémentaire ou rectificative au Registre du commerce et des sociétés, est puni d'une amende de 4 500 euros et d'un emprisonnement de six mois.»

«Le tribunal compétent peut, en outre, priver l'intéressé, pendant un temps qui n'excède pas cinq ans, du droit de vote et d'éligibilité aux élections des tribunaux de commerce, chambres de commerce et d'industrie et conseil de prud'hommes.»

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

**DECLARATION SUR L'HONNEUR**

**DE NON-CONDAMNATION ET DE FILIATION**

Souscrite en application de l'article A. 123-51 du Code de commerce

Je soussigné François DALLEMAGNE, né le 15 décembre 1992 à AUNAY SUR ODON (Calvados).

De nationalité : Française

Demeurant : 19 rue de la Course, 33000 BORDEAUX (Gironde).

Fils de :

- Nom du père : Monsieur Patrick DALLEMAGNE

Et

- Nom de la mère : Madame Evelyne JORET

Déclare n'avoir été l'objet d'aucune condamnation pénale, ni de sanction civile ou administrative de nature à m'interdire de gérer, administrer ou diriger une personne morale ou l'exercice d'une activité commerciale.

Fait à BORDEAUX
Le 16 décembre 2019

M.François DALLEMAGNE

***Rappel de l'article L.123-5 du Code de commerce :***

«Le fait de donner, de mauvaise foi, des indications inexactes ou incomplètes en vue d'une immatriculation, d'une radiation ou d'une mention complémentaire ou rectificative au Registre du commerce et des sociétés, est puni d'une amende de 4 500 euros et d'un emprisonnement de six mois.»

«Le tribunal compétent peut, en outre, priver l'intéressé, pendant un temps qui n'excède pas cinq ans, du droit de vote et d'éligibilité aux élections des tribunaux de commerce, chambres de commerce et d'industrie et conseil de prud'hommes.»

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

# Greffe du tribunal de commerce de CAEN

## Acte déposé en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 20/12/2019

Numéro de dépôt : 2019/16369

Type d'acte : Statuts constitutifs

Déposant :

Nom/dénomination : ABD Pokebowl Caen

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 880 018 940

N° gestion : 2019 B 01665

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

# ABD POKEBOWL CAEN

Société Par Actions Simplifiée au capital de 10 000.00 €

Siège social : 9 rue Ecuyère

14000 CAEN

**RCS CAEN**

---

# STATUTS

**LA SOUSSIGNEE :**

- BouillonDallemagne,

société à responsabilité limitée au capital de 568 000 euros,
dont le siège est situé au 6 rue Buquet, CAEN (Calvados),
immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de CAEN sous le numéro 835 085 994,
représentée par Monsieur Thibaud BOUILLON, agissant en qualité de cogérant,

A établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée.

Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

## TITRE I

## FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE - EXERCICE

### Article 1er - FORME

Il est formé par la soussignée une société par actions simplifiée qui sera régie par les présents statuts et par les dispositions spécifiques des articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce et les autres articles du code de commerce notamment dans sa partie réglementaire qui lui sont applicables, et d'une façon générale, tout texte qui s'y substituerait.

Cette société ne peut faire appel public à l'épargne.

### Article 2 - OBJET

La société a pour objet :

- Restauration rapide sur place ou à emporter
- l'achat, la vente, la prise à bail, la location, la gérance, la participation directe ou indirecte par tous moyens ou sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, ayant le même objet ou un objet similaire ou connexe ;
- et plus généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus spécifié ou à tout autre objet similaire ou connexe.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

### Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

**"ABD POKEBOWL CAEN"**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement "société par actions simplifiée" ou des initiales " S. A. S. " et de l'indication du montant du capital social, de son siège du numéro unique d'identification suivi de la mention registre du commerce et des sociétés.

### Article 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au : 9 rue Ecuyère - 14000 CAEN (FRANCE).

Il pourra être transféré en tout autre lieu par simple décision de l'associée unique.

### Article 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

## Article 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice social s'ouvre à la date d'immatriculation et sera clos le 31 décembre 2020.

# TITRE II

# APPORTS - CAPITAL SOCIAL

## ARTICLE 7 - APPORTS

### Montant et modalités des apports

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

La soussignée apporte à la société, savoir :

- BouillonDallemagne,
  la somme de dix mille euros ..... 10 000.00 €

Montant total des apports en numéraire :
dix mille euros ..... 10 000.00 €

Ladite somme correspond à la souscription de mille (1 000.00) actions de dix euros (10.00) chacune, intégralement libérées, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi, en date du 12 décembre 2019, par la banque CIC, Centre Commercial St Clair, Quartier du Val, 14200 HEROUVILLE SAINT CLAIR, pour le compte de la société en formation.

## Article 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix mille (10 000) euros.

Il est divisé en mille (1 000) actions de dix (10) euros chacune, entièrement souscrites, toutes de même catégorie et attribuées à l'associée unique, la SARL BouillonDallemagne.

En cas de pluralité d'associés, ces actions sont réparties entre les associés en proportion de leurs droits.

## Article 9 - MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti, par décision de l'associée unique, dans les conditions prévues par la loi.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

## TITRE III

## ACTIONS

### Article 10 - PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative. Elles donnent lieu à une inscription au compte de leur propriétaire dans les conditions et selon les modalités prévues par les textes en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires.

### Article 11 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions représentant des apports en numéraire doivent être libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire doivent être libérées du quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du président dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

En outre, conformément à l'article 1843-3 alinéa 5 du Code civil, s'il n'a pas été procédé aux appels de fonds nécessaires pour réaliser cette libération dans le délai légal, tout intéressé peut demander au président du tribunal de commerce statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte au président de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

### Article 12 - CESSION OU TRANSMISSION D'ACTIONS

#### 1. Forme des cessions

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci. Elles demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les cessions ou transmissions d'actions sont réalisées à l'égard de la société et des tiers par un transfert inscrit au compte de l'acheteur dans les comptes de la société ; l'inscription au compte de l'acheteur est faite à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la société. Ce transfert est effectué sur la production d'un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire précisant la date du transfert prévu entre les parties et s'il y a lieu, d'une acceptation de cet ordre signée par le cessionnaire, notamment si les actions ne sont pas intégralement libérées.

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur les registres de la société, sur justification de la mutation dans les conditions légales.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge des cessionnaires.

#### 2. Cessions

Les cessions d'actions par l'associée unique sont libres.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

En cas de pluralité d'associés, toutes les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant à la majorité des deux tiers des associés disposant du droit de vote.

A cet effet, la demande d'agrément est notifiée par le cédant à la société par lettre recommandée avec accusé de réception, en indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité complète de l'acquéreur et, s'il s'agit d'une personne morale, l'identité de ses dirigeants et la répartition de son capital social. Le Président transmet cette demande d'agrément aux associés et met en place la procédure de consultation des associés.

Le président dispose d'un délai de 3 mois pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés, par lettre recommandée avec accusé de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis et l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé peut réaliser la cession projetée aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. La réalisation du transfert des actions au cessionnaire agréé doit intervenir au plus tard dans un délai de 20 jours de la notification de l'agrément. Passé ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, la société est tenue, dans un délai de 1 mois de la notification du refus, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant, soit par des associés, soit par un ou plusieurs tiers agréés suivant la procédure ci-dessus, à moins que le cédant, dans les quinze jours de ce refus, ne notifie à la société le retrait de sa demande.

En cas de rachat des actions par la société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois de ce rachat, de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction du capital social.

Le prix de rachat des actions par un ou plusieurs tiers agréés, associés ou par la société, est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, il sera déterminé par voie d'expertise, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Au vu du rapport d'expertise chacune des parties peut se désister à condition de le faire connaître à l'autre dans les 15 jours du dépôt du rapport de l'expert désigné.

Si à l'expiration du délai prévu ci-avant, l'achat des actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné, à moins que le demandeur ait renoncé entre temps à son projet de cession.

Les dispositions limitant la libre transmission des actions ne sont pas applicables tant que la société ne comporte qu'un seul associé.

**3. Transmission par décès ou par suite de dissolution de communauté**

La transmission d'actions par voie de succession de l'associée unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, les transmissions par décès ou par suite de dissolution de communauté entre époux doivent être agréées dans les conditions prévues pour l'agrément d'un tiers étranger à la société.

## Article 13 - INDIVISION - USUFRUIT - NUE-PROPRIETE

Toute action est indivisible à l'égard de la société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique. En cas de désaccord, le mandataire est désigné, à la demande du copropriétaire le plus diligent, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant en référé.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

Toutefois, même privé du droit de vote, le nu-propriétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

## TITRE IV

## ADMINISTRATION - DIRECTION GENERALE

### Article 14 - PRESIDENCE

La société est représentée, gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de celle-ci sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé par l'associée unique, pour une durée déterminée ou non.

Le premier président est désigné au terme des présents statuts. Les présidents subséquents seront nommés par décision de l'associée unique ou par décision collective des associés représentant plus de la moitié des actions.

Le président peut démissionner de ses fonctions à tout moment, sous réserve de prévenir l'associée unique ou les associés trois mois au moins à l'avance.

Le président est révocable à tout moment par décision de l'associée unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision des associés statuant à la majorité prévue par les présents statuts.

### Article 15 - POUVOIRS DU PRESIDENT - DIRECTION GENERALE

1 – Le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société ; il les exerce dans la limite de l'objet social.

Dans ses rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 – Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un Contrat de travail au sein de la Société.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci est obligatoirement représentée par son représentant légal.

Il peut être nommé plusieurs directeurs généraux, sans que le nombre de ces derniers puisse excéder cinq.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;

- exclusion du Directeur Général associé ;

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son Contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue aux présents statuts.

Pouvoirs

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

## Article 16 - REMUNERATION DU PRESIDENT

La rémunération du président est fixée par l'associée unique ou décision des associés à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle. En outre, le président pourra prétendre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement, sur présentation des justificatifs.

## Article 17 - CONVENTIONS REGLEMENTEES ET COURANTES

Toute convention, à l'exception de celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et son président, soit directement, soit par personne interposée, doit être mentionnée au registre des décisions de l'associée unique.

Si l'associé unique n'est pas le président, les conventions conclues entre la société et le président sont soumises à son approbation sans que le commissaire aux comptes désigné ait à établir un rapport spécial sur ces conventions.

En cas de pluralité d'associés, le président doit aviser, s'il en a été désigné un, le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre lui-même et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Le commissaire aux comptes, ou s'il n'en n'a pas été désigné le président, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année sur ce rapport dans les conditions des décisions ordinaires, l'intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

Conventions interdites : A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, autres que des personnes morales, de contracter sous quelque forme que ce soit des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement ainsi que de faire cautionner ou avaliser par la SAS leurs engagements avec les tiers, le tout en application de l'article L.227-12 et autres conditions prévues par l'article L.225-43 du Code de commerce.

## TITRE V

## DECISIONS SOCIALES

### Article 18 – DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

L'associée unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes et affectation du résultat,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination des commissaires aux comptes,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- dissolution de la société,
- transformation en société d'une autre forme,
- toutes modifications statutaires.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du président.

Les décisions de l'associée unique sont répertoriées dans un registre.

### Article 19 – DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui relèvent de la compétence des associés sont les suivantes :

- augmentation, amortissement ou réduction du capital,
- émission d'actions en industrie inaliénables,
- fusion et scission,
- transformation en société d'une autre forme,
- dissolution,
- nomination, révocation et rémunération du président,
- nomination de commissaires aux comptes,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions intervenues entre un dirigeant et la société,
- toutes modifications statutaires.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du président.

Sauf stipulations expresses contraires des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés. Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

**1. Convocation**

L'assemblée générale est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président.

Des assemblées générales peuvent être convoquées à toute époque de l'année.

Les convocations sont faites quinze jours au moins à l'avance sur première convocation et six jours au moins à l'avance sur deuxième convocation, par lettre simple ou recommandée adressée au dernier domicile connu de chaque associé.

Le ou les commissaires aux comptes doivent être convoqués à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les associés.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Il contient, le cas échéant, les propositions émanant d'un ou plusieurs associés dans les conditions fixées par la loi.

**2. Composition de l'assemblée générale**

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

L'assemblée générale, régulièrement convoquée et constituée, représente l'ensemble des associés ; ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les dissidents, les incapables et les absents.

Un associé ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre associé.

Les mineurs et incapables sont représentés par leurs tuteurs et administrateurs, sans que ces derniers aient besoin d'être personnellement associés. Une personne morale est valablement représentée par son représentant légal ou par son représentant permanent.

**3. Tenue de l'assemblée générale**

L'assemblée générale est présidée par le président ou par toute personne déléguée à cet effet par le président ou, à défaut, par une personne désignée par l'assemblée. En cas de convocation par le commissaire aux comptes, par un mandataire de justice ou par un liquidateur, l'assemblée est présidée par celui qui l'a convoquée.

Il est tenu une feuille de présence dûment émargée par les associés présents et les mandataires des associés.

Tout associé a autant de voix qu'il possède d'actions ou en représente.

Les votes sont exprimés à main levée, à moins que le scrutin secret ne soit demandé par un ou plusieurs associés représentant ensemble le dixième du capital représenté à l'assemblée.

Pour toutes les assemblées, les associés ont la faculté de voter par correspondance.

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et un associé.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président, un directeur général ou un liquidateur.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

## TITRE VI

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

### Article 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associée unique désigne, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, s'il y a lieu, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires, dont les fonctions expirent à l'issue de la décision de l'associée unique prise sur les comptes du sixième exercice.

Un ou plusieurs commissaires suppléants, appelés à remplacer les titulaires en cas de décès, de démission, d'empêchement ou de refus de ceux-ci, sont désignés pour une même durée par l'associée unique.

En cas de pluralité d'associés, les commissaires aux comptes sont désignés par décision collective des associés.

## TITRE VII

## COMPTES ANNUELS - BENEFICES - RESERVES

### Article 21 - COMPTES ANNUELS - RAPPORT DE GESTION

A la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et arrête les comptes annuels et le cas échéant les comptes consolidés, ainsi que le rapport de gestion.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont communiqués aux commissaires aux comptes et présentés à l'associée unique, s'il n'est pas président.

Toutefois, la loi dispense la société de l'obligation d'établir un rapport de gestion si elle répond à la définition des petites entreprises selon l'article L 232-1, IV modifié du Code de commerce.

Sont des petites entreprises, les sociétés qui ne dépassent pas, à la clôture de l'exercice, **deux des trois seuils** définis aux articles L. 123-16 et D. 123-200 2° du Code de commerce.

Si deux des seuils sont atteints, un rapport de gestion devra être établi par le président.

L'associée unique approuve les comptes, après rapport du commissaire aux comptes s'il en a été désigné un, dans les six mois de la clôture de l'exercice.

L'associé unique personne physique président de la SAS peut, pour l'approbation des comptes de la société, déposer au registre du commerce et des sociétés dont dépend la société dans le délai de six mois de la clôture de l'exercice : l'inventaire et les comptes annuels dument signés. Il n'est pas tenu de porter au registre des décisions le récépissé délivré par le greffe du tribunal de commerce.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport du président pour l'information des associés.

En cas de pluralité d'associés, à la clôture de chaque exercice, le président dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport sur sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, la collectivité des associés doit statuer sur l'approbation de ces comptes, au vu du rapport de gestion et des rapports des commissaires aux comptes.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport sur la gestion du groupe et le rapport des commissaires aux comptes pour l'information des associés.

## Article 22 - AFFECTATION DU BENEFICE - RESERVES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- cinq pour cent (5 %) au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds a atteint le dixième du capital, mais qui reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte,
- et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable, qui est à la disposition de l'associée unique pour être perçu à titre de dividende, affecté à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires ou reporté à nouveau.

En outre, l'associée unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être décidée lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

La perte, s'il en existe, est inscrite à un compte spécial pour être imputée sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

En cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés se prononce sur l'affectation du résultat.

## Article 23 - PAIEMENT DES DIVIDENDES ET ACOMPTES

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par l'associée unique.

La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.

L'associée unique peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes en respectant la procédure prévue à l'article L.232-12 du Code de commerce.

Si la société n'a pas de commissaire aux comptes, l'associé unique devra en désigner un avec pour mission de certifier le bilan prévue à l'article précité.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq (5) années à partir de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

En cas de pluralité d'associés, le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la décision collective des associés ou à défaut, par le président. La mise en paiement doit intervenir dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

## TITRE VIII

## DISSOLUTION - LIQUIDATION - CONTESTATIONS

### Article 24 – DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution.

La dissolution anticipée peut à tout moment être prononcée par décision de l'associée unique ou décision collective des associés.

Lorsque la société ne comporte qu'un associé et si cet associée unique n'est pas une personne physique, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

En cas de pluralité d'associés, la dissolution de la société entraîne sa liquidation dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce. Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

### Article 25 - CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, soit entre les associés et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.

## TITRE IX

## ENGAGEMENTS - FORMALITES CONSTITUTIVES

### Article 26 - FORMALITES CONSTITUTIVES - IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

La présente société ne sera définitivement constituée qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par la loi. Elle acquerra la jouissance de la personnalité morale à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La publication de la société sera effectuée :

- par insertion, dans un journal d'annonces légales du département du siège social, de l'avis de constitution ;
- par le dépôt, en double exemplaire, au greffe du tribunal de commerce, des pièces prévues par la loi ;
- et par l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés du lieu du siège social.

Tous pouvoirs sont donnés à cet effet au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présents statuts, comme de toutes autres pièces qui pourraient être déposées.



Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940

Dans l'attente de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, l'associée soussignée donne mandat exprès à M.Thibaud BOUILLON, représentant de la SARL BouillonDallemagne, à l'effet de réaliser immédiatement, au nom et pour le compte de la société, les actes et engagements suivants :

- Déposer le capital social sur un compte ouvert au nom de la société en formation,
- Signature d'un compromis d'acquisition du fonds de commerce situé 9 rue Ecuyère-14000 CAEN
- Souscription d'un emprunt bancaire d'un montant de 90 000 euros.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

**Article 27 - FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent au soussigné jusqu'à ce que la société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de dividendes et au plus tard dans un délai de cinq ans.

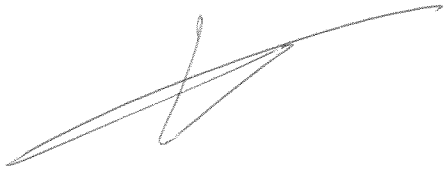
Fait à CAEN,

L'an deux mil dix-neuf

et le seize décembre,

en autant d'originaux que nécessaire, dont un exemplaire pour le dépôt au greffe du tribunal de commerce et un exemplaire pour le dépôt au siège social.

SARL BouillonDallemagne
représentée par Monsieur Thibaud BOUILLON





Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940








Copie certifiée conforme
NL / 01/02/2020 16:01:02
N° de dépôt - 2019/16369 / 880018940